

Questions orales

Les efforts que fait le gouvernement pour changer les choses et faire du Canada un pays plus sûr sont au mieux médiocres. Le gouvernement prétend que le contrôle des armes à feu est la réponse à beaucoup de nos problèmes, parce que c'est ce que veulent les Canadiens.

Si le gouvernement est vraiment à l'écoute des Canadiens, il doit sûrement savoir que la majorité réclame des choses comme l'imposition de peines purgées consécutivement, l'incarcération à vie des criminels violents et le rétablissement de la peine capitale. Mais peut-être qu'il n'entend que les coeurs sensibles de notre société. On dirait bien que c'est le cas, quand on voit le tripatouillage de la législation que fait actuellement le gouvernement.

Tandis que des policiers meurent au devoir et que les crimes avec violence se multiplient, les jeunes contrevenants deviennent de plus en plus durs. On ne pourra bientôt plus rester sourd à la voix de la majorité. Que fera alors le ministre?

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE BUDGET

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le *Globe and Mail* de samedi rapportait que le ministre des Finances a demandé à ses collègues d'accepter de nouvelles coupures de dépenses, afin de contrecarrer la tendance à la hausse des taux d'intérêt. Réuni en fin de semaine, le Cabinet serait divisé sur la proposition du ministre, plusieurs ministres préférant attendre encore et ne voyant aucune urgence à additionner les coupures de dépenses.

Le ministre des Finances entend-il déposer un budget supplémentaire à l'automne pour réduire les dépenses du gouvernement d'au moins trois milliards de dollars, pour contrer la hausse des taux d'intérêt et pour contenir à 37,2 milliards de dollars le déficit, tel qu'annoncé par son budget?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Monsieur le Président, le Cabinet n'est pas divisé. Nous avons eu une réunion très fructueuse en fin de semaine. Je rencontre mes collègues de façon régulière, afin de trouver des façons de rendre plus efficace le gouvernement, et d'ailleurs, je pense que vous êtes en train de voir et de revoir le résultat de ces rencontres.

Comme je l'ai dit dans cette Chambre la semaine dernière et d'ailleurs la semaine précédente aussi, nous n'avons pas l'intention de présenter un mini-budget à l'automne. Nous avons l'intention, comme nous l'avons dit dans le Budget, de présenter nos projections économiques, afin d'avoir une base de consultation pour le Budget au mois de février.

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition): Monsieur le Président, si j'en crois le *Globe and Mail* et la réponse du ministre, je comprends qu'il a été battu par son Cabinet sur la proposition d'ajouter des coupures de dépenses.

Je voudrais demander en particulier au ministre s'il reconnaît qu'il est le premier responsable des hausses des taux d'intérêt et s'il se rend compte que ces hausses découlent directement de la sévérité des jugements qui sont portés par les milieux financiers insatisfaits des mesures de coupures de dépenses que son Budget a apportées?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Monsieur le Président, il y a plusieurs raisons aux hausses des taux d'intérêt. Il faut dire que ce sont les marchés internationaux. Cela arrive non seulement au Canada, mais ça arrive aussi ailleurs. Du même coup, il faut dire que les niveaux d'endettement du Canada n'aident pas.

Mais, lorsqu'on regarde ces deux ou trois dernières semaines, il est très clair que la raison primordiale de la hausse des taux d'intérêt sont les déclarations irresponsables de Jacques Parizeau et du chef de l'opposition.

• (1420)

L'hon. Lucien Bouchard (chef de l'opposition): Monsieur le Président, plutôt que de faire de la politique au rabais, j'inciterais, par votre entremise, le ministre des Finances à faire preuve d'un comportement plus responsable, et en particulier, je lui demanderais de répondre à la question suivante: Si l'instabilité politique, comme il le prétend, est la cause de la hausse des taux d'intérêt que nous avons maintenant, comment se fait-il que les titres du gouvernement du Québec et d'Hydro-Québec ne sont pas affectés par cette hausse, alors que ceux du gouvernement fédéral le sont?

L'hon. Paul Martin (ministre des Finances et ministre chargé du Bureau fédéral de développement régional (Québec)): Monsieur le Président, probablement parce que le Québec a été choyé par un gouvernement libéral pendant neuf ans, traitement que le Canada n'a pas eu.

Des voix: Bravo.

[Traduction]

J'invite ceux qui doutent encore que le chef de l'opposition dans cette enceinte et celui à l'Assemblée législative du Québec tiennent des propos irresponsables et croient qu'ils sont sans incidence à examiner les déclarations publiques des représentants de la Nomura Securities, du Japon, ainsi que de firmes semblables aux États-Unis et en Allemagne, pour bien voir les répercussions des discours de ces deux chefs de l'opposition qui remettent en question la structure de notre pays non seulement sur le plan politique, mais également sur le plan économique.

Nous entrons dans une période très difficile et je demande au chef de l'opposition à la Chambre et, par son entremise, à son collègue à Québec, de comprendre qu'il y a des centaines de milliers d'emplois en jeu au Canada chaque fois qu'ils font une déclaration irréfléchie.

* * *

[Français]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Yvan Loubier (Saint-Hyacinthe—Bagot): Monsieur le Président, le Parti libéral a été élu sur la promesse d'abolir la TPS, d'ailleurs il s'agissait d'un des principaux engagements du livre rouge. Comme si ce n'était pas suffisant, le 2 mai dernier, le premier ministre a affirmé en cette Chambre, en parlant de la